

PARIS, le 15 novembre 1993

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

N O T E

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

Prints 1, 2 et 6, signés,

O B J E T : Votre entretien avec M. Léotard le 15 novembre
à 17H00. HV

1. Ex-Yougoslavie

Les affrontements entre Musulmans et Croates se poursuivent en Bosnie centrale. Après les succès remportés à Vares, la semaine dernière, les Musulmans ont subi hier un premier revers à Fojnica.

De violents combats ont par ailleurs opposé Musulmans et Serbes dans la région Nord de Sarajevo.

Après l'échec de la négociation d'Oslo, les Serbes de Krajina et les Croates ont organisé une réunion à Knin, le 11 novembre, pour montrer que la négociation n'était pas rompue.

Sarajevo a connu une certaine activité diplomatique au cours du week-end avec la visite de M. Tchourkine et des ministres des affaires étrangères de Turquie et de Croatie.

Les convois humanitaires en Bosnie centrale sont suspendus depuis trois semaines, à la suite de la mort d'un conducteur danois. L'envoyé spécial des Nations unies, M. de Mello, a déclaré que les convois pourraient reprendre cette semaine mais il a exclu l'emploi de la force pour ouvrir les itinéraires.

2. Somalie

Les premiers éléments du contingent français de la force des Nations unies (ONUSOM) ont été repliés à Djibouti. Les opérations de retrait du détachement devraient se poursuivre jusqu'à la mi-décembre. La responsabilité de la zone de Baidoa a été officiellement confiée, le 14 novembre, à la brigade indienne chargée de la relève. Le détachement français de 100 hommes qui sera maintenu jusqu'au 31 mars sera placé sous le contrôle de cette unité dont le General Quadri souligne la qualité.

.../...

Le désengagement des moyens français ne se fera pas sans risques, en raison de l'évolution inquiétante de la situation à Mogadiscio. On s'attend, en effet, à une reprise des opérations américaines pour tenter de limiter les conséquences du réarmement des milices qui contrôlent désormais le secteur.

Or le port de la capitale est un point de passage obligé pour le chargement des véhicules et des équipements de notre contingent rapatriés par voie maritime.

3. Rwanda

La Belgique a annoncé l'envoi imminent d'un contingent de 370 hommes qui fournirait l'ossature du bataillon des Nations unies déployé à Kigali.

Cette unité pourrait être opérationnelle dans un mois, ce qui permettrait le retrait, avant Noël, du détachement Noroit.

Toutefois, les oppositions aux accords d'Arusha, tant au sein du Front patriotique rwandais (F.P.R.) que de l'armée rwandaise, ont été fortement renforcées par les événements tragiques du Burundi.

L'arrivée des troupes belges, en particulier, est très mal ressentie au sein des forces gouvernementales qui dénoncent ouvertement les liens de Bruxelles avec l'aristocratie tutsie.

4. Burundi

La haine et l'incompréhension entre les deux communautés sont si profondes que les chances de succès du gouvernement légitime paraissent très minces.

L'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) a annoncé l'envoi prochain d'une mission de 200 personnes, dont 80 militaires, chargée de protéger le gouvernement et de contrôler la neutralité des forces armées.

Son déploiement, à ce stade, est pour le moins hypothétique.

5. Cambodge

Le contingent français est rentré en France la semaine dernière. Premiers arrivés au Cambodge en novembre 1992 nos soldats auront été les derniers à quitter ce pays.

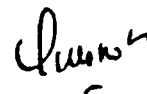
A la demande du gouvernement cambodgien et en application de l'accord intergouvernemental du 6 juillet 1993, nous resterons présents au Cambodge où une mission d'assistance militaire sera chargée d'aider ce pays à organiser les forces armées nationales et à créer une gendarmerie.

.../...

6. Divers

M. Léotard proposera au prochain conseil des ministres une communication du gouvernement sur la participation du ministère de la défense aux opérations de maintien de la paix au Cambodge et en Somalie.

Le budget de la défense a été voté la semaine dernière à l'Assemblée nationale. Au cours de différentes interventions M. Léotard a affirmé que le gouvernement était opposé à tout changement de doctrine nucléaire et que le débat actuel ne devait pas conduire à une banalisation de l'arme nucléaire. Concernant les essais, le ministre a déclaré que la question n'était pas de savoir si on devait les reprendre mais quand il faudrait les reprendre.



Général QUESNOT